

## CÔTE D'IVOIRE

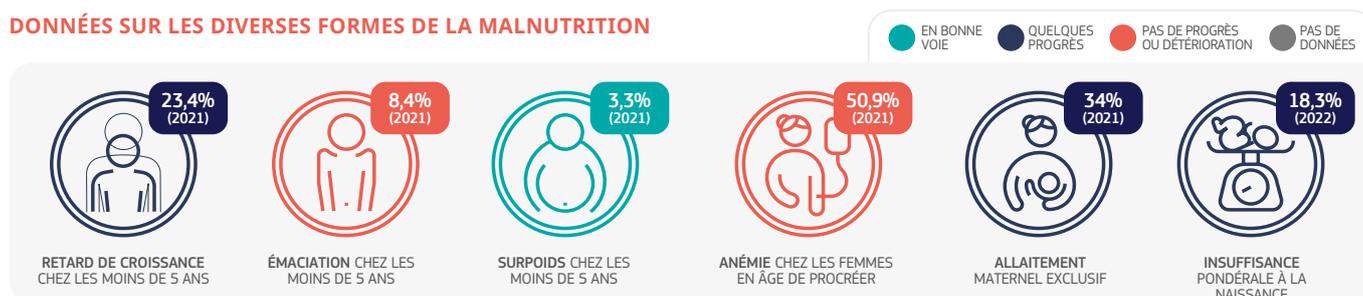
### Situation nutritionnelle en Côte d'Ivoire

#### EN RÉSUMÉ

La Côte d'Ivoire a une population de 29,2 millions d'habitants qui devrait atteindre 33,8 millions en 2030<sup>1</sup>. Près d'un enfant sur quatre de moins de cinq ans souffre d'un retard de croissance. Le pays est également confronté à des problèmes de malnutrition aiguë. L'anémie y est répandue<sup>2</sup> et le surpoids et l'obésité sont en hausse chez les adolescents<sup>3</sup> et les adultes<sup>4</sup>. Les inégalités géographiques de la sous nutrition sont marquées, les régions du grand Nord et de l'Ouest étant particulièrement touchées. Les causes de la malnutrition en Côte d'Ivoire sont multiples et incluent: des régimes alimentaires peu diversifiés, surtout chez les enfants<sup>5</sup>, un environnement sanitaire précaire, un accès limité

aux services de santé, un faible niveau d'instruction chez les adolescentes et des inégalités qui persistent, notamment celles de genre qui piègent une partie de la population dans le cercle vicieux de la pauvreté et de la malnutrition<sup>6</sup>. La crise sanitaire du COVID-19 et la hausse des prix liés à la guerre d'agression russe en Ukraine a également aggravé la situation, notamment pour les groupes les plus vulnérables. Les coûts économiques et humains exorbitants de la malnutrition en Côte d'Ivoire justifient la mise en œuvre de politiques multisectorielles efficaces et la réalisation d'investissements conséquents dans les secteurs contributifs.

#### DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

#### GOVERNANCE NUTRITIONNELLE

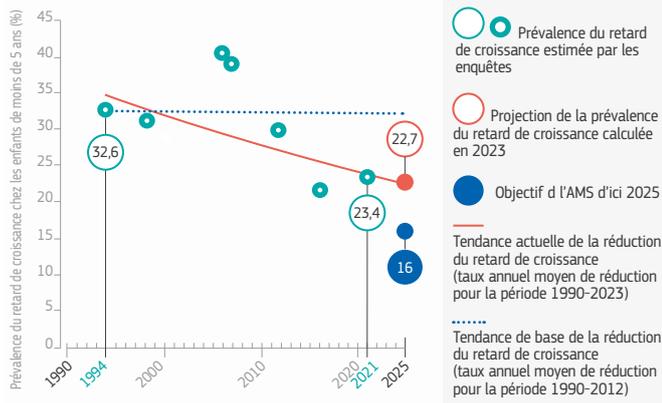
- La Côte d'Ivoire a rejoint le mouvement SUN en juin 2013.
- Le Conseil national pour la nutrition et la petite enfance a pour mission de coordonner les actions de nutrition.
- Des structures décentralisées - appelées Comités Régionaux de Nutrition, d'Alimentation et de développement de la Petite Enfance - ont également été mises en place dans les régions.
- Le pays a adopté un nouveau Plan Stratégique Multisectoriel de Nutrition (PNMN) 2024-2026 en Conseil des Ministres le 12 juin 2024 suite à un processus élargi de consultations<sup>7</sup>. Celui-ci s'aligne sur les orientations stratégiques du Plan de Développement 2021-2025 et les différentes stratégies sectorielles pertinentes en matière de nutrition.
- La Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition est opérationnelle depuis 2018 et accompagne les services de l'état dans l'analyse des données pertinentes en matière de nutrition.
- La fortification en fer et en acide folique de la farine, en vitamine A de l'huile et en iode du sel alimentaire est obligatoire en Côte d'Ivoire depuis 2018. La norme sur le riz enrichi en fer et acide folique pour lutter contre l'anémie a été adoptée et homologuée par le Comité Ivoirien de Normalisation.

#### Exemple de soutien de l'UE

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National Multisectoriel de Nutrition, le gouvernement ivoirien a bénéficié d'appuis financés par l'UE et mis en œuvre par UNICEF visant à renforcer les capacités nationales de gestion des données liées à la nutrition. Ces appuis ont permis la création de la Plateforme Nationale Multisectorielle d'Information pour la Nutrition en Côte d'Ivoire (PNMIN), entité ancrée au sein de la Primature et rattachée au cabinet du Premier Ministre. Cette plateforme a pour mandat de centraliser les données issues des différents secteurs concernés par la nutrition et de réaliser les travaux d'analyse nécessaires à la conception des politiques et des programmes de lutte contre la malnutrition. La PNMIN a ainsi permis de renforcer la coordination multisectorielle à travers diverses initiatives, notamment la conception du cadre commun de résultats pour le suivi et évaluation du Plan National Multisectoriel ainsi que la réalisation d'un compendium des indicateurs de nutrition et de développement de la petite enfance.



## Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



### TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans est estimée à 23,4 % en 2021. Le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance est passé de 0,03 % en 2012 à 1,39 % en 2022. A ce rythme, plus d'un million d'enfants pourraient souffrir de retard de croissance d'ici 2025.

### ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020

Il n'y a pas eu d'investissements sensibles à la nutrition comme définis par la méthodologie SUN financée par l'enveloppe nationale de l'UE sur la période 2014-2020<sup>8</sup>. Néanmoins, l'UE a investi 2 millions d'euros via une enveloppe globale pour la création de la plateforme PNMIN (voir exemple ci-dessus) et des appuis supplémentaires pour cette initiative sont prévus à hauteur de 3 millions d'euros pour la période 2022-2025. En complément, l'UE entend investir 1,4 million d'euros via le projet EC-NIS<sup>9</sup> afin de renforcer le système d'information administratif de santé et permettre la remontée de données pertinentes en matière de nutrition émanant des centres de santé. Au niveau régional, la Côte d'Ivoire fait partie du programme PREDIP<sup>10</sup> qui vise à améliorer la résilience des pasteurs et agropasteurs de la région ouest africaine via différentes interventions sensibles au genre et à la nutrition.

### Planification pour la nutrition 2021-2027

Lors du Sommet sur les Systèmes Alimentaires des Nations Unies en 2021, la République de Côte d'Ivoire a pris des engagements forts en matière de nutrition et notamment de renforcer les chaînes de valeur alimentaires afin de les rendre plus durables et inclusives et d'assurer la production de produits alimentaires sains et diversifiés pour tous.

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. L'UE s'engage dans le cadre du NDICI à continuer d'appuyer les initiatives nationales en matière de nutrition en finançant différentes actions structurantes. Ces actions sont mises en œuvre en synergie avec les programmes des États membres présents dans le pays notamment dans le cadre des différentes approches Équipe Europe du pays.

Dans le cadre de la programmation 2021-2027, l'UE entend continuer à soutenir les initiatives nationales en lien avec le secteur agricole. Ces actions visent notamment à promouvoir l'adoption de techniques de production efficaces et écologiquement responsables ainsi qu'à développer l'offre de formation professionnelle dans les secteurs de la production agricole et de la transformation alimentaire. La lutte contre les inégalités sera au cœur de ces actions via l'élaboration de stratégies de ciblage privilégiant l'agriculture familiale et des actions spécifiques visant l'autonomisation des femmes engagées dans les systèmes alimentaires.

Par ailleurs, l'UE entend continuer à appuyer les activités de la plateforme multisectorielle PNMIN dont les actions visant à assurer la centralisation et l'analyse des données de nutrition des différents secteurs revêtent une importance particulière dans le dispositif national de lutte contre la malnutrition. L'UE appuiera également les systèmes de collecte et de remontée d'informations des services de santé via le projet global EU-NIS mis en œuvre par l'OMS et l'UNICEF. Le travail conjoint de la PNMIN et du projet EU-NIS permettra de boucler la chaîne d'informations allant de la collecte des données jusqu'à leur analyse et leur exploitation dans la formulation des politiques et des programmes de nutrition du pays.

Tout aussi pertinent en matière de nutrition, l'UE entend également appuyer l'expansion des mécanismes de protection sociale afin d'offrir aux travailleurs du secteur formel et informel ainsi qu'aux personnes disposant de peu de ressources une couverture minimale leur permettant de bénéficier des soins de santé de base en période de choc.

1 - World Population Prospects 2022, données estimées de janvier 2024

2 - 68% des enfants de 6-59 mois souffrent d'anémie (DHS, 2021).

3 - 18% des adolescentes 15-19 ans sont en situation de surpoids et d'obésité (DHS, 2021).

4 - 39% des adultes 20-49 ans sont en situation de surpoids et d'obésité (DHS, 2021).

5 - Seulement 10% des enfants ivoiriens âgés de 6-23 mois reçoivent un régime alimentaire minimum acceptable (DHS, 2021).

6 - Dans le classement mondial de l'indice d'inégalité de genre la Côte d'Ivoire a une valeur de 0,613 et se place au 156ème rang sur 166 pays (2022).

7 - Impliquant quatorze départements ministériels, le secteur privé, la société civile, le milieu académique ainsi que les partenaires techniques et financiers.

8 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.

9 - EC-NIS: European Commission – Nutrition Information System

10 - Programme régional de dialogue et d'investissement pour le pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest.